

## ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies &amp; Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE  
QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0 .....	81 05	» » » »
3 0/0 amortiss. .	82 65	» » » »
4 1/2 0/0 1883 .	110 25	» » » »
Cons. anglais .	99 11/16	1/8 » » »
Italie .	95	» » » »
Flor. autric. (or).	89	1/2 » » »
Esp. Extér. nouv.	57 7/8	» » » »
Egyptien 6 0/0 .	331 25	1 25 » » »
Ch. Egyptiens .	437 50	1 25 » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 35	» » » »
Banque ottomane	527 50	1 25 » » »

PARIS, 27 JUILLET

## DERNIÈRES NOUVELLES

Le président de la République a reçu aujourd'hui, à 2 heures et demie, avec le cérémonial d'usage, le nouvel ambassadeur de Chine, Hsu-Tching-Tchang qui lui a présenté ses lettres de créance.

Voici le discours prononcé par l'ambassadeur de Chine :

« Monsieur le Président,  
Par ordre de Sa Majesté l'Empereur de Chine, mon auguste souverain, j'ai l'honneur de remettre entre vos mains les lettres de créance qui m'accréditent auprès de vous en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Les circonstances douloureuses qui ont momentanément assombri les rapports entre les deux pays ont dû retarder la présentation de ces lettres. Mais aujourd'hui que le traité de paix intervenu entre la France et la Chine a rétabli toutes les anciennes relations d'amitié, mon gouvernement, désireux de témoigner la satisfaction qu'il éprouve, m'a ordonné de me rendre immédiatement dans la capitale de la France et d'affirmer la sincérité de ses bonnes intentions.

« Cette mission, que j'aurais pu croire au-dessus de mes forces, en raison même de sa délicatesse, l'ai acceptée avec empressement parce que je savais d'avance pouvoir compter sur votre bienveillant appui, ainsi que sur les sympathies de votre gouvernement.

« J'ose donc espérer, monsieur le Président, que vous partagerez les mêmes intentions que celles de mon auguste souverain et serez convaincu que notre désir le plus ferme est d'assurer une paix durable, bienfaisante, entre les deux nations. »

## AU PALAIS-BOURBON

En séance, M. Floquet, président, fait part à la Chambre, en termes fort convenables, de la mort de M. Boyer, et rend justice avec impartialité à la mémoire du député du Gard.

## INTÉRIEUR

Nous recevons la dépêche suivante :

Cette, 27 juillet.

La réunion conservatrice tenue hier a obtenu un succès complet.

Des hommages de respect et de dévouement ont été votés au Comité central impérialiste.

Le bureau était ainsi composé : MM. Maurice Ribes, président, et Louis Constant, secrétaire.

Les orateurs qui ont pris la parole sont MM. Gaston Chamayon et le docteur Viollette.

Le comité des directeurs du ministère des affaires étrangères s'est réuni aujourd'hui à deux heures pour examiner le cas de M. Thibouville, consul de France à Saint-Sébastien.

Étant données les circonstances de l'affaire, on croit que le ministre n'aura pas entendu les explications de cet agent, le comité se prononcera contre toute mesure disciplinaire.

En somme, suivant leur habitude, les ultra-radicaux auront fait beaucoup de bruit pour rien.

Bordeaux, 27 juillet.

Forgeaud, qui avait été condamné à mort par la cour d'assises de la Charente d'abord, puis par celle de la Gironde à la session du mois d'avril dernier, pour avoir assassiné son oncle et sa tante, a été exécuté ce matin, sur la place du Repas.

Forgeaud a montré beaucoup de courage avant l'exécution et en arrivant au pied de l'échafaud.

Quand on lui a annoncé le rejet de son pourvoi et de son recours, il a dit qu'il regrette l'infamie qui allait retomber sur sa famille et il a ajouté que l'accusation de préméditation n'était pas vraie puisqu'il n'avait pas d'arme.

Comme on lui recommandait le calme, il s'est écrié qu'il regrette de n'avoir pas poignardé sa maîtresse.

En descendant de la charrette, Forgeaud a marché lui-même à l'échafaud, et à cinq heures, il avait expié son crime.

La foule, qui assistait à l'exécution, était très émue.

Tours, 27 juillet.

Election pour le conseil général. Canton de Neullly-Pont-Pierre : M. G. Houssard, conservateur, élu.

Perpignan, 27 juillet.

Mgr Caraguel, évêque de Perpignan, est mort.

Au Palais

La cour de cassation, constituée en conseil supérieur de la magistrature, s'est réunie aujourd'hui pour entendre les explications de M. Chudeau, président de chambre à la cour d'Angers, au sujet des faits qui ont motivé une demande d'avis sur l'utilité de son déplacement.

On se rappelle que ce déplacement avait été demandé par le ministre de la guerre, M. Chudeau, après avoir été entendu, à demandé à être défendu par Me Robinet de Cléry, avocat à la cour d'appel.

Cette demande n'a pas été accueillie, le conseil supérieur n'admettant à porter la

parole devant lui que les avocats à la cour de cassation et au conseil d'Etat.

L'affaire a été renvoyée à huitaine pour que M. Chudeau puisse choisir un défenseur parmi ces derniers.

## EXTÉRIEUR

Londres, 27 juillet.

On mande de Saint-Petersbourg au Daily News, le 26 :

La récente information du Snet est incorrecte : le marquis de Salisbury n'a pas réclamé, il a simplement proposé que les troupes russes fussent rappelées des positions avancées de Zulicar, afin d'éviter un conflit possible. La Russie a répondu dans un sens favorable, mais elle pose comme condition que les positions avancées ne seront pas occupées par les Afghans.

Londres, 27 juillet.

Une catastrophe épouvantable s'est produite hier, dans l'après-midi, à Chatham.

Au moment où le vapeur qui fait la traversée de Strood à Southend touchait à Chatham, un certain nombre de touristes qui attendaient pour se rendre à bord, franchirent la barrière qui les séparait du ponton.

La passerelle en fer par laquelle ils s'étaient précipités ayant cédé sous leur poids, environ 40 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, tombèrent dans le fleuve.

Des secours se portèrent immédiatement sur le lieu de l'accident ; beaucoup de personnes ont été sauvées, mais on ne connaît pas encore le nombre des victimes.

Alexandrie, 27 juillet.

On mande de Souakim que la mort du Mahdi, déjà annoncée par le général Grenfell comme très accréditée dans la région de Dongola, est aussi considérée, dans le camp d'Osman-Digma, comme certaine.

Athènes, 26 juillet, soir.

Aujourd'hui, la Chambre a adopté une motion tendant à nommer une commission pour examiner la gestion financière du cabinet Trikoupi.

Londres, 27 juillet.

L'emprunt égyptien, garanti par les puissances, sera émis, sous forme de rente 3 0/0, par souscription publique, à Londres, Paris, Berlin et Francfort, dans le courant de cette semaine.

L'avis officiel de l'émission n'est retardé que par les délais nécessaires à l'accomplissement des formalités légales en Egypte, mais sa publication est imminente.

## INFORMATIONS

Quel sera le successeur à Paris du prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne ? De tous les candidats mis en avant, celui qui paraît avoir le plus de chance est, sans contredit, M. de Radowitz, aujourd'hui ambassadeur à Constantinople.

Après le départ de Paris de M. le comte d'Arnim, M. de Radowitz a rempli pendant près d'une année les fonctions de chargé d'affaires.

La manière remarquable dont il occupa ce poste, particulièrement délicat à cette époque, lui valut d'être nommé plénipotentiaire en Grèce. De là, il a été envoyé comme ambassadeur à Constantinople.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que M. de Radowitz est un ami de la France ; mais sa nomination sera beaucoup mieux accueillie par le gouvernement que celle du général Schwenitz, actuellement ambassadeur à Saint-Petersbourg.

\*\*

Un homme ennuyé, désolé, c'est M. Blancsubé, député de la Gironde.

Entre Thomson et lui, c'était une amitié éternelle, une alliance offensive et défensive à l'abri de toutes les fluctuations de la politique.

A Saigon, Thomson était le fidèle gardien de la candidature Blancsubé ; à Paris Blancsubé était le joueur de flûte de Thomson.

Thomson parti, que va devenir Blancsubé ? Il aura beau se remuer, il peut dire adieu au Palais-Bourbon.

## LES ÉLECTIONS DU FINISTÈRE

La majorité sénatoriale républicaine n'oubliant que ses rancunes, a l'on s'en souvient, invalidé les quatre élections conservatrices du Finistère. C'était une maladresse doublée d'une mauvaise action politique.

Il fallait un châtiement. Les électeurs le lui ont infligé hier. Les quatre invalidés ont été réélus avec une majorité égale.

Voici, en effet, quels ont été les chiffres du scrutin :

Électeurs inscrits.....	1.174
Votants.....	1.171
Majorité absolue : 585	

MM. Soubigou, conservateur.....	593
Le Guen, conservateur.....	594
De Ruisson, conservateur.....	595
Amiral Halan, du Frétycons.....	598

Drouillard, républicain.....	580
Astor, républicain.....	579
Bourgeois, républicain.....	578
Lebreton, républicain.....	572

Lors de l'élection du 26 janvier, le scrutin avait donné les résultats que voici :

Électeurs inscrits.....	1.244
Votants.....	1.171

MM. Soubigou.....	602
Le Guen.....	595
De Ruisson.....	594
Halan du Fréty.....	590

Astor.....	580
Bourgeois.....	579
Drouillard.....	574
Lebreton.....	566

Ces résultats sont significatifs ; ils éta-

blissent la parfaite mauvaise foi de la majorité, le mal fondé de cette enquête qui devait apporter de si scandaleuses révélations sur les agissements des électeurs de la droite, et enfin ils démontrent que le pays commence à voir clair dans la politique ruineuse et déshonorante de ce gouvernement qui ne compte ni avec les millions ni avec le sang de nos soldats quand il s'agit de donner satisfaction à ses insatiables appétits.

Ce qui donne surtout un caractère des plus nets à cette quadruple élection, c'est que l'invalidation n'avait été prononcée par les républicains que parce qu'ils avaient la certitude que, grâce à la pression administrative, si facile à exercer sur ce corps électoral, la liste républicaine l'emporterait.

Des lettres que nous recevons ce matin nous révèlent, en effet, que cette pression administrative a été si efficace. Les républicains étaient si sûrs de la victoire, qu'ils l'annonçaient à l'avance.

Ils espéraient arriver au résultat obtenu par la Chambre en 1876. On se souvient que la majorité invalida avec acharnement une centaine de conservateurs, ne laissant pas ignorer qu'elle les invalidait encore s'ils étaient réélus. Les électeurs et un certain nombre de candidats se lassèrent, et les républicains triomphèrent.

Les choses se sont passées autrement aujourd'hui, et nous en félicitons les électeurs sénatoriaux du Finistère. Ils ont donné un bon exemple, et nous espérons qu'il sera suivi par les autres électeurs.

L'élection de ballottage pour un conseiller général dans le canton d'Is-sur-Tille, (Côte-d'Or), a donné les résultats suivants :

MM. Meurgey, Union répub.....	1.291
Le comte de Guidin, cons.....	1.201

C'est donc une différence de 90 voix. Les républicains ne manqueront pas de triompher ; il nous semble qu'il n'y a pas lieu pour eux de chanter bien haut victoire et que les conservateurs, quoique battus, auront raison de considérer cet insuccès comme un bon résultat en faveur de l'avenir. Aujourd'hui, la minorité conservatrice est tellement en progrès que les temps ne sont pas éloignés, on peut le croire, où cette minorité deviendra toute-puissante.

La suppression des sous-préfets

Nous mentionnions, il y a quelques jours, un bruit ayant cours au Palais-Bourbon, bruit d'après lequel la suppression des sous-préfets et la diminution du nombre des conseillers de préfecture se raient dès à présent résolues.

La mesure, ajoutait-on, produirait une économie dépassant 5 millions de francs, et cette économie devrait figurer dans le premier budget dont aura à s'occuper la prochaine Chambre.

Notre approbation entière est acquise à ce projet, de même qu'à tous ceux tendant à débarrasser l'administration française d'un luxe de fonctionnaires désormais absolument superflus.

La suppression des sous-préfectures rentre, en effet, dans le même ordre d'idées que la suppression des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs particuliers des finances.

Jadis, avant la création des chemins de fer et l'établissement des lignes télégraphiques, les sous-préfets pouvaient avoir un rôle utile à remplir et, par conséquent, une raison d'être.

Éloignés pour la plupart du chef-lieu du département, les arrondissements avaient par rapport à lui des intérêts distincts ou, à défaut d'une personnalité civile, tout au moins une existence propre. La présence d'un fonctionnaire chargé de défendre ces intérêts et de représenter le pouvoir central dans l'arrondissement se trouvait dès lors naturellement indiquée.

Mais les chemins de fer et le télégraphe sont venus, depuis un quart de siècle, modifier d'une façon très sensible cet état de choses.

Aujourd'hui — quiconque connaît la province partagera cette opinion — la vie administrative se concentre au chef-lieu du département, et, bien que les règlements reconnaissent encore au sous-préfet un certain droit d'ingérence, une certaine action, on voit dans nombre de cas les affaires passer, selon une expression consacrée, par-dessus sa tête, et les administrés correspondre ou négocier directement avec la préfecture.

On peut même dire que tel est l'usage commun pour toutes les affaires de quelque importance.

Cela se comprend, du reste, puisque les voies ferrées d'un département, avec leur annexe obligée de lignes télégraphiques, rayonnent toutes par une concentration préméditée, vers le chef-lieu.

C'est donc gagner du temps et c'est aussi s'épargner de la dépense que de s'adresser directement au représentant de l'administration dans ce chef-lieu, au préfet.

Quant au sous-préfet, son intervention doit être considérée désormais comme plutôt gênante qu'avantageuse, et son concours comme plutôt capable d'entraver les solutions que de les hâter.

On l'a dit vendredi dernier au conseil général de la Seine, où se discutait un projet de vote tendant à supprimer l'arrondissement : « Le sous-préfet, actuellement, n'est autre chose qu'un agent de transmission, un facteur rural galonné, qui n'a aucune attribution propre, si ce n'est en matière de légalisation et d'établissements insalubres de troisième classe. »

La conclusion du débat a été l'adoption

du vote en question et une demande formelle de suppression de ces fonctionnaires inoccupés.

Nous n'avons pas l'habitude de nous trouver d'accord avec le conseil général de la Seine. Dans la circonstance présente, toutefois, on devra reconnaître que la suppression des sous-préfets serait une mesure absolument rationnelle, susceptible de procurer à l'Etat une très sérieuse économie.

Nous rappelons à nos amis qui auraient des communications à adresser au Comité central impérialiste que le siège de ce Comité est 29, rue d'Anjou. Les bureaux sont ouverts de deux heures à cinq heures.

## RESPONSABILITÉS

Sous les responsabilités qui les écrasent, les républicains s'agitent en ce moment, essayant de secouer ce fardeau et s'efforçant de donner le change à l'opinion publique. Le suffrage universel, qui va les juger, leur fait peur, et les voilà dans la posture de ces accusés qui cherchent partout des excuses.

Les charges qui pèsent sur eux sont multiples, le pays a contre eux des griefs aussi nombreux que terribles : comment faire face à tous les reproches ?

Le plus récent de leurs méfaits s'appelle le Tong-King. C'est là, et ils le savent, la première accusation sur laquelle le suffrage universel va avoir à se prononcer.

Aussi les républicains se sont-ils déjà efforcés de parer ce coup. Ce n'est pas par eux, à les entendre, qu'a été engagée cette expédition ruineuse : par qui donc alors ?

Se figurent-ils qu'on a oublié cette journée du 24 mai 1883, où M. Challemlacour affirmait, au Sénat, qu'un retard d'un seul jour pourrait causer ensuite d'amers regrets ? Croient-ils qu'on a oublié la crédulité complaisante avec laquelle la parole du triste Challemlacour fut accueillie sur les bancs de la gauche ?

Qui donc a demandé la discussion immédiate, c'est-à-dire le vote aveugle, sans pièces d'étude, sans documents ? Qui donc a poussé ainsi à engager la campagne ?

Voici les noms des signataires de la proposition :

MM. Testelin, Vigarosy, Ronjat, Claude, Griffé, Massiet du Best, Bonnet, Salneuve, Frézy, Merlin, Mathy, Dupont, Carnot, Scheurer-Kestner, Puyrat, Ribière, Le Bastard, Delacroix, Bruguier et Cuviniot.

Tous républicains !

Au Sénat comme à la Chambre, la majorité ferryste s'est assez manifestée, assez montrée. Ils voudraient se cacher à présent, les députés complices, ils voudraient faire oublier leurs votes serviles et dissimuler au pays leur histoire de deux années — histoire dont ils rougissent, et qui les livre à la justice des électeurs.

Vaine tentative. Les fautes et les crimes des républicains les poursuivent et se dressent contre eux, à cette heure de vengeance et d'élections qui va sonner.

Ah ! s'ils pouvaient faire qu'on ne les reconnût pas ! S'il leur était possible de mettre un masque !

Ils tentent bien de se déguiser. Ils s'efforcent bien de faire retomber sur d'autres leurs péchés de tout ordre, gros et petits.

Ce matin même, la République française, reprenant cet article du « Vieil abonné » du Figaro, dont nous avons parlé à cette place, ne dit-elle pas, sous prétexte de le commenter, que les conservateurs se soucient peu des principes, et que, s'ils se montrent attachés à l'Empire ou à la royauté, c'est dans le désir et dans l'espoir de participer à quelque curée ?

L'audace est ridicule et grotesque, de la part des républicains, d'adresser aux conservateurs des reproches de telle nature.

Nous ne dirons pas qu'ils nous donnent bien aisément leurs qualités, car ils n'en ont aucune et n'en peuvent, par conséquent, distribuer.

Mais ils voudraient bien nous charger du poids des vices qui les accablent : la ruse est sotte et sera sans succès.

Le curé des places : est-ce que quel'un ignore en France que c'est justement et précisément la spécialité des républicains ?

On les voit, après le 4 Septembre, et dans toutes les occasions qu'ils ont pu saisir, depuis 1870 jusqu'à présent, on les a vus, sous prétexte d'épuration, désorganiser les services publics ; on les a vus s'emparer des emplois de toute espèce, s'attacher autour de toutes les caisses, élarger effrontément à tous les budgets.

Qu'ils n'essayent donc pas de déplacer les responsabilités. Leurs actes sont connus, leur œuvre les poursuit, et le suffrage universel sait quels sont les auteurs de la détresse actuelle : les républicains !

Il sait que sont les auteurs de la guerre tonkinoise et de tant d'autres folies : les républicains, toujours les républicains !

Il sait en un mot que les républicains avaient promis la prospérité et la paix, et qu'ils n'ont su donner que la misère et la guerre.

## ÉCHOS

## LA TEMPÉRATURE

## SITUATION GÉNÉRALE AU 27 JUILLET

La température est très élevée sur l'Ouest du continent et en Algérie.

En France, le temps reste beau et très chaud.

À Paris, la journée et la nuit ont été belles.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible ; mer belle.

Océan. — Vent faible ; mer belle.

Méditerranée. — Vent faible ; mer belle.

Anjourd'hui, 27 juillet, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

À sept heures du matin..... + 20 5/8

À onze heures du matin..... + 27 3/8

À une heure du soir..... + 30 4/8

Température la plus basse de la nuit + 18 2/8

Le baromètre est à 766 millimètres.

On annonce la mort de M. Boyer, député de la première circonscription de Nîmes.

Né en 1826, M. Boyer avait été élu député du barreau de Nîmes.

Il avait fait partie de l'Assemblée nationale.

Le siègeait à droite.

L'exposition publique du concours pour le grand prix de Rome en architecture aura lieu les 29, 30 et 31 juillet. Le jugement sera rendu le 1<sup>er</sup> août.

Le gouvernement français vient d'envoyer au Japon, pour être offert au mikado, le portrait de la princesse impériale Toketoki Aris-Songawa, exécuté à Tokio, par le comte Ulric de Viel-Castel, chargé d'une mission artistique.

On sait que grâce à la protection et à l'appui de la famille impériale que M. de Viel-Castel a obtenu du gouvernement japonais, au mois de mai 1883, une convention par laquelle il s'engage à échanger des œuvres d'art contre des produits de nos manufactures nationales.

La distribution des récompenses aux élèves des cours professionnels, fondés par la Compagnie du chemin de fer du Nord, a eu lieu hier à deux heures, dans la cour de l'école, 20, rue Marcadet.

La séance était présidée par M. Griotlet, administrateur de la Compagnie du Nord. A ses côtés avaient pris place MM. Sauvage, Mathias Félix, Bricogne, Leprince-Ringet, Calabre, Poulot, Rodière, Nusse, Roche (de la Société de Protection des apprentis), Courtin, Lollier (Charles), le personnel des ateliers, chef d'atelier, sous-chefs et contre-maîtres.

La musique du 130<sup>e</sup> de ligne prêtait son concours gracieux à cette intéressante cérémonie.

Après la lecture du rapport des travaux de l'année scolaire, faite par M. Damour, directeur des cours, MM. Sauvage, Nusse et Griotlet ont prononcé une allocution, puis la proclamation des récompenses a commencé.

Voici le nom des principaux lauréats : Travail à l'école. — Premier prix : Leroux ; deuxième prix, Lesaffre ; troisième prix, Louis Baillé.

Travail à l'atelier : Premier prix, Louis Baillé, deuxième prix, Lacombe et Leroux.

Des médailles d'argent, accordées par M. le ministre du commerce, ont été en outre décernées à MM. Aubry, Henri Lollier et Trichet, professeurs des cours.

M. Pouyer-Quertier a fait, à Yvetot, une conférence devant 3,000 assistants, cultivateurs de la région.

L'orateur a réclamé pour la nouvelle Chambre des représentants qui soient fermement décidés à défendre les intérêts de l'agriculture et à donner à celle-ci les compensations auxquelles elle a droit.

À propos de céréales et de bestiaux, a ajouté M. Pouyer-Quertier, il ne doit pas être question de politique, mais seulement de la richesse et de l'indépendance de la nation, lesquelles sont menacées par la situation présente.



Le citoyen Hubner se plaint d'avoir été mal reçu par la commission du budget; il met en cause MM. Clémenceau et Henry Maret; il parle de l'Élysée, de la « Correspondance républicaine », et, au milieu de cette macédoine, décerne à M. Clémenceau le titre de « président du budget de la guerre ».

Ces paroles attirent M. Clémenceau à la tribune.

« Je ne peux pas, dit M. Clémenceau, permettre que le personnage qui vient de descendre de cette tribune mette mon nom en cause, comme il l'a fait dans des brochures et tout à l'heure dans ses explications. Ne croyez pas un instant, du reste, que je veuille me disculper. Je n'ai jamais été « président du budget de la guerre ».

« J'ai été, il y a quelques années, membre de la commission du budget, et j'ai fait partie de la sous-commission chargée d'étudier le budget de la guerre. A cette époque, en effet, un crédit nous fut demandé pour la destruction de cartouches avariées, dont les uns avaient été fournis par l'industrie privée, d'autres par les manufacturiers de l'Etat. A ce propos, le personnage en question m'accusa d'avoir favorisé M. Gavelot, fabricant de cartouches, parce que M. Gavelot était actionnaire de la Justice. J'ai dit tout à l'heure que le citoyen Hubner en avait menti, je le répète devant vous. M. Gavelot n'a jamais été actionnaire de la Justice ».

Bref, les candidatures sont mises aux voix : celle de M. Songeon est adoptée à une très forte majorité.

Et dire que les sénateurs délégués se comparèrent peut-être à Titus à propos de l'emploi de leur journée !

## M. SIGISMOND LACROIX DEVANT SES ÉLECTEURS

Hier, le citoyen Sigismond Lacroix rendait compte de son mandat de député devant ses électeurs du vingtième arrondissement, au cours d'une séance publique, au n° 163 de cette rue, salle de la Gaîté.

Environ six cents citoyens avaient répondu à l'appel des organisateurs. La salle était à peu près comble.

Vainement, au cours de la séance, le citoyen Sigismond Lacroix essaya-t-il de justifier ses votes et son attitude. Les interruptions les plus vives lui furent lancées. Le pauvre député est réellement mis sur la sellette et fatigué sans pitié.

Quatre ordres du jour ont été mis aux voix par le président :

« 1° Les électeurs du vingtième arrondissement (circonscription de Belleville) renouvellent, à leur délégué, le citoyen Sigismond Lacroix, pour avoir voté contre le projet de loi relatif à la suppression des armées permanentes, présenté par le citoyen Gambon ».

La majorité de l'assemblée ratifie cet ordre du jour.

« 2° Les électeurs du vingtième arrondissement, etc., satisfaits des explications présentées par le citoyen Sigismond Lacroix, l'invitent à persévérer dans la conduite qu'il a tenue à la Chambre et lui accordent leur confiance ».

Une cinquantaine de voix appuient cet ordre du jour, qui est repoussé à une majorité écrasante.

Un troisième ordre du jour est adopté, engageant les électeurs à aller dans toutes les réunions où se présentera le citoyen Lacroix pour le mettre en demeure de faire des déclarations formelles.

Un quatrième invite les travailleurs à ne voter que pour des candidatures ouvrières.

Pauvre Sigismond ! Pauvre Lacroix ! le voilà, lui aussi, à son tour, mis à l'index comme le dernier des Ferry.

## GAZETTE DE PARIS

### Les abords de la Halle aux blés

Dans une première Chronique, j'ai parlé de la Halle aux blés et de l'hôtel de Soissons qu'elle avait remplacé. Dans une seconde, j'ai décrit les changements qu'elle subirait pour devenir la Bourse de commerce et indiqué les expropriations qu'entraînerait son démantèlement.

## Feuilleton de la Patrie

DU 28 JUILLET

## REVUE DRAMATIQUE

### CONCOURS DU CONSERVATOIRE

C'est la grande quinzaine ! Le temps des concours est venu, l'heure des prix a sonné ! Concours par-ci, concours par-là, concours partout. Dans les journaux comme dans les conversations, il n'est question que de concurrents et de concurrentes. Quelle bataille et quel tapage ! Hier, c'étaient les Beaux-Arts, demain, ce sera la Sorbonne, aujourd'hui, c'est le Conservatoire.

La foule est rue Sainte-Cécile et autour de l'église Saint-Étienne. Le faubourg Poissonnière triomphe. Jamais on n'a vu s'y croiser tant de voitures brillantes, de modestes, tant de fraîches toilettes d'été, et de frais visages de printemps ! Jamais tant d'espérances ne s'y sont données rendez-vous. En ces jours fortunés, son vieux panache semble arboré et rajouté par une éternelle fontaine de Jouvence.

Je ne crois pas qu'en aucun lieu du monde il y ait, sur un plus étroit espace, une telle mêlée de passions surexcitées, de passions nobles, de passions généreuses, et d'autres aussi, qui ne méritent pas les mêmes épithètes, rivalités basses, jalousies mesquines, haines violentes ; en un mot, tous les sentiments que l'émulation, chauffée à blanc, fait naître et développe dans les concours, quand le prix du combat a une importance capitale, et que la victoire donne ou promet tout à la fois gloire et fortune.

Suivant une expression qui est, à la mode même au Conservatoire, c'est vain, tant la qu'on déçoit la timbale, et aucun autre timbale ne peut être comparée à celle qu'on s'y dispute sous nos yeux éblouis. Elle est argente, et quelque chose encore, un alliage de beauté, de jeunesse et d'ivresse qui lui donne un

cachet spécial et un prestige exceptionnel. Il y entre un élément pour ainsi dire mystérieux, l'inconnu, l'imprévu, la surprise. Qui sait jusqu'à quels cieux peut monter une étoile ?

Nous assistons chaque année à d'autres concours exclusivement masculins qui exigent encore plus d'ardeur et de travail. Je crois bien que pour être reçu, par exemple, à l'Ecole polytechnique, pour y entrer et surtout pour en sortir dans un bon rang, il faut peiner au moins autant que pour avoir un prix au Conservatoire.

Mais l'art a son éclat qui n'a pas la science, il met ses lauréats plus en vue, il leur communique une partie de son rayonnement ; comme il est lui-même l'ornement de la vie, il les associe à sa puissance décorative. Les instruments ou les voix que la musique met en mouvement ont plus d'action sur la foule que l'arithmétique ou l'algèbre ; enfin, les concours du Conservatoire qui ouvriront aux vainqueurs la porte du théâtre sont déjà un spectacle ; les concours de l'Ecole polytechnique ou de l'Ecole normale ne sont qu'une fatigue ; on en dérobe la vue au public. Sans compter que, dans ces graves écoles, qui fournissent tout à l'heure au pays des professeurs, des ingénieurs ou des canoniers, les Amazoniens ne concourent pas. C'est un attrait de moins.

Le vit intérêt, la grande curiosité des joutes annuelles du Conservatoire, c'est qu'elles autorisent toutes les prétentions, toutes les espérances, c'est qu'elles procurent aux plus folles ambitions des satisfactions immédiates. On s'est couché obscur, on se réveille illustre, et l'inconnue de la veille devient l'héroïne du lendemain. Voyez où en est cette jeune Anglaise, Mlle Moore, qui a obtenu le grand prix de chant. La voilà célèbre, et son nom étranger voltige sur les lèvres des hommes. Ailleurs, ce que les concurrents ont devant eux, c'est un chemin difficile, une carrière modeste, générale, semée d'obstacles, où il faut cheminer lentement, où chaque nouveau succès devra être acheté par un nouvel effort, une monnaie honorable, mais laborieuse, dont ils ne verront la fin, dont ils ne toucheront le sommet qu'aux limites de la vieillesse, c'est-à-dire à cette heure critique où l'on sent la mort venir, et où, si on avait le choix, on donnerait tout pour s'en débarrasser.

Aujourd'hui, pour clore cette étude, je vais rappeler les souvenirs attachés aux rues et aux maisons que le projet soumis à l'enquête va faire disparaître.

Commencons par les rues de Viarmes, Babilie, Mercier, de Sartine, Oblin et de Vannes qui vont être supprimées entièrement.

Toutes ces rues, qui rayonnent autour de la Halle aux blés, ont été percées sur l'ancien emplacement de l'hôtel de Soissons, en vertu de lettres-patentes du 25 novembre 1762, et leurs maisons, construites en pierres, ont été assujetties à une décoration symétrique qui leur donne un aspect monumental.

La rue de Viarmes doit son nom à Camus de Pontcarre, seigneur de Viarmes, conseiller d'Etat, prévôt des marchands à l'époque de sa création. Elle contourne la halle et est occupée presque exclusivement par les commerçants et les industriels qui traitent des farines. Contentons-nous de citer la maison Lapostolle frères et Certeux qui a ses magasins aux numéros 18, 20, 22 et 37 de cette rue.

Au numéro 20, est le café du Commerce, où se réunissent tous les jours les marchands de farine. Que d'affaires se négocient dans ce café ! On voit dans un coin, entassés pêle-mêle, les sacs en cuir avec bandoulière qu'y déposent momentanément les commerçants. Chose étrange, il n'y a qu'un hôtel dans cette rue de légèreté, l'hôtel de Luche, au numéro 12.

La rue Babilie tire son nom de Babilie, écuyer, avocat au Parlement, cochevin sous la prévôté de Camus de Pontcarre.

Au numéro 3, existait en 1792, le café Moréau. On y jouait aux cartes ; mais, parfois on y jouait aussi des têtes, et c'était un des foyers de la Terreur.

A côté, au numéro 1, est l'hôtel Bonnet, et en face, au numéro 4, celui de Saint-Quentin. Ce dernier hôtel est des plus mal famés.

La rue Mercier eut pour parrain Louis Mercier, écuyer, conseiller du roi, échevin. Le numéro 3 appartenait déjà à la ville de Paris. Aux numéros 5 et 9 sont les hôtels du Brésil et de Zurich.

La rue de Sartine porte le nom de Gabriel de Sartine, comte d'Alby, ancien lieutenant-général de police et ministre de la marine. En 1774, il eut à conduire la guerre d'Amérique. Des discussions avec Necker le forcèrent d'abandonner le ministère en 1780.

Le café du Commerce a une entrée au n° 2 de cette rue. Au n° 4 s'imprimait autrefois le *Bulletin des Halles*, fondé en 1846, et la *Gazette commerciale*.

Au n° 10, à l'angle de la rue Coquillière, est la boucherie Duval, avec établissement de bouchon à côté. C'est là le berceau de cette grande entreprise des restaurants populaires que l'on voit sur tous les points de Paris, et dont le siège est maintenant rue Saint-Fiacre, n° 21.

La rue Oblin est l'ancien prolongement de la rue d'Orléans-Saint-Honoré qui s'étendait jusqu'à la rue Coquillière avant la construction de l'hôtel de Soissons. A l'époque de la construction de la Halle aux blés elle prit le nom de Bernard et Charles Oblin, intéressés dans les affaires du roi.

Aux n° 1 et 4 de cette rue sont les vastes bureaux de la maison Lapostolle frères et Certeux dont j'ai déjà mentionné les magasins dans la rue de Viarmes.

La rue de Vannes tire son nom de Jollivet de Vannes, avocat, procureur du roi et de la ville. En face de cette rue, se dresse la colonne de Médicis dont j'ai parlé dans ma première chronique.

Nous en avons fini maintenant avec les rues qui disparaissent entièrement.

Il nous reste à voir celles qui sont frappées en partie.

La rue Sauval perd ses numéros 13 et 18 formant son prolongement entre les rues des Deux-Ecus et de Viarmes.

La rue Vauvilliers voit disparaître aussi son prolongement entre les rues des Deux-Ecus et Coquillière. Elle ne compte, dans cette partie, que des numéros impairs, l'autre côté étant occupé par les Halles centrales.

Les maisons qui tombent portent les numéros 19 à 43.

Aux numéros 19, 25, 31 et 37 sont les hôtels du Mans, du Téléphone, de Nîmes et du Havre. Au numéro 29 est le restaurant bien connu du Pied-de-Mouton. Porte à porte avec ce restaurant, était autrefois l'hôtel de Cherbourg, aujourd'hui hôtel de Nîmes. Napoléon, alors qu'il n'était encore que lieutenant d'artillerie, a occupé la chambre numéro 9, au troisième étage. Il avait inscrit son nom sur le registre des voyageurs avec cette orthographe : « Napoléone Buonaparte ».

Il data de cet hôtel une lettre qui s'adressait à l'intendant de la Corse, le 9 novembre 1787.

Vers le n° 37 existait, sous Louis XVI, le bureau de la corporation des faïenciers, vitriers et potiers de terre. Entre ce numéro et la rue des Deux-Ecus, toutes les maisons ont été construites en même temps que la Halle aux blés et sur le même modèle que celles des rues du pourtour de ce monument.

Au delà du n° 37, vers la rue Coquillière, se trouvait, au treizième siècle, un four épiscopal appartenant à l'évêque de Paris et adossé à l'hôtel du Grand-Panotier de France.

La rue Coquillière perdra ses numéros impairs, de la rue Vauvilliers à la rue du Bouloi, soit les n° 1 à 27.

Sous Louis XVI, M. de La Voyprière possédait, au n° 1 de cette rue, un hôtel construit avec les pierres de l'hôtel de Soissons.

A la jonction de la rue Coquillière et de la rue Jean-Jacques Rousseau s'élevait la chapelle construite par Catherine de Médicis. La aussi, était précédemment la porte de l'enceinte de Philippe-Auguste.

Sur le plan de Turgot, les numéros 21, 23, 25 et 27 paraissent annexés à l'hôtel de la Douane, qui appartenait au temps de Louis XVI au fermier-général Gigot de Crisenoy.

Au n° 21, existe aujourd'hui l'hôtel Coquillière, le plus vaste du quartier.

Au n° 25 est la pharmacie Baumé, fondée en 1752 et installée depuis 1824 dans les anciennes écuries de l'hôtel de Cassenot. Cet hôtel formait, sous le directoire, l'angle de la rue du Bouloi, et servait de siège à la quatrième municipalité.

La Cour des Fermes, qui a une entrée au n° 24 de la rue du Bouloi, est atteinte par le projet. C'est par cette rue que les rouliers pénétraient dans la cour, et c'est de ce côté que se trouvaient les écuries et les magasins servant de remises aux messageries Lafitte et Caillard.

Quant à nous, entrons à la Cour des Fermes par la porte d'honneur située au n° 4 de la rue Jean-Jacques Rousseau.

Après, dans la première cour, nous trouvons les bureaux de *Paris*, plus loin le grand journal fondé en 1812 et plus loin la grande imprimerie de M. Paul Dupont. Dans la seconde cour, un établissement de bains et les bureaux du *National*.

Toutes ces installations et bien d'autres encore occupent l'emplacement de l'hôtel au n° 4 de la rue Jean-Jacques Rousseau. Le dernier soupir, Henri de Bourbon, duc de Montpensier, y fut remplacé par le comte de Soissons, puis par le duc de Bellegarde. Le chancelier Séguier en fit sa résidence et le mit à la disposition de ses collègues de l'Académie française. Louis XIV y assista plusieurs fois à leurs séances et la reine Christine de Suède y vint aussi en 1656.

Les derniers généraux achetèrent l'hôtel Séguier à la fin du dix-septième siècle. Ils firent de la bibliothèque un entrepôt de marchandises et installèrent leurs bureaux dans le salon académique. La cour d'honneur devint la cour de la Douane.

A la Révolution, la Ferme générale fut supprimée et l'hôtel converti en maison d'arrêt. Les fermiers généraux furent jugés et exécutés.

L'hôtel fut détruit et remplacé par les bâtiments actuels.

Olivier y établit son théâtre occupé depuis par Comte, le physicien, prestidigitateur et ventriloque, qui fonda, plus tard, le théâtre Choiseul, devenu aujourd'hui le théâtre des Bouffes.

Le n° 43 de la rue Jean-Jacques-Rousseau, occupé par l'hôtel du Midi, et les n° 45 et 47 tombent aussi.

Mais de l'autre côté de cette rue les pertes sont plus sensibles. Les n° 14 à 43 sont frappés par le prolongement de la rue du Louvre, ou par le nouvel alignement des rues Coquillière et Jean-Jacques-Rousseau. Les hôtels Atlantique, des Empereurs, d'Alençon, d'Alger, de France et Turquie, des Quatre Fils Ay-

mon, du Cercle et de la Monnaie, qui occupent les n° 18, 20, 24, 32, 34, 36, 38 et 41 sont menacés.

Dans la rue des Deux-Ecus, le nouvel alignement frappe tous les numéros pairs et impairs sauf le n° 23 qui est déjà sur cet alignement.

Les hôtels des Deux-Ecus, de Varennes et de Genève, situés aux n° 20, 42 et 48 de cette rue, disparaissent par conséquent.

La rue d'Orléans-Saint-Honoré perdra tous ses numéros impairs. Aux n° 3 et 15 sont les hôtels des Etrangers et de la Providence. Aux n° 11 et 13, l'hôtel de Rennes et d'Orléans, sur l'emplacement duquel existait, sous le premier Empire, un bal public et des bains. Ces deux établissements étaient installés dans les anciens appartements du président d'Aligre dont l'hôtel allait jusqu'à la rue Saint-Honoré et occupait la cour actuelle des Messageries du chemin de fer d'Orléans.

Cette cour se trouve aussi atteinte, ainsi que les maisons qui en avoisinent l'entrée, rue Saint-Honoré, par le prolongement de la rue du Louvre.

L'hôtel d'Aligre avait été créé sous Henri II, par Roquencourt, contrôleur général des finances, qui en fit don à Diane de Poitiers. Celle-ci le laissa à sa fille, la duchesse de Bouillon. Il passa successivement aux Sillery, aux Harlay, aux Poyseux, aux Verhaumont, avant de devenir le domaine du président d'Aligre. On conserva longtemps dans le jardin de cet hôtel un pan de mur de l'ancienne enceinte de Philippe-Auguste.

Cette nomenclature des rues et des maisons atteintes par le projet de dégrèvement des abords de la Halle aux blés donnera, l'espère, une idée exacte de l'importance de cette entreprise et de la transformation qui va s'accomplir sur ce point du vieux Paris.

MARIE-PAUL.

## Faits divers

**L'incendie de la rue Claude-Bernard.** — Aujourd'hui, à 3 heures 45 du matin, un incendie a éclaté dans un hangar situé, 12, rue de Lourcine, n° 12, rue Claude-Bernard, appartenant à MM. Demarq et Deffrenne. Les flammes ont rapidement pris un développement tel que l'immeuble voisin, 23, rue Claude-Bernard, a été atteint.

Les pompes sont venues du poste de la rue de Polisy sont arrivées sur le lieu du sinistre ; les pompiers du même poste, sous le commandement du lieutenant Gérard, ont vigoureusement attaqué le feu, qui a été éteint au bout de deux heures de travail.

Les dégâts, qui n'ont pu être évalués, sont couverts par une assurance.

**Rixe sanglante.** — La nuit dernière, vers minuit et demi, le sieur Garnier, garçon de café, boulevard Saint-Germain, 72, a reçu au cours d'une rixe un coup de couteau au sein gauche.

Il a été transporté à l'hôtel-Dieu dans un état désespéré.

L'autre présumé du fait, un nommé Eugène Gourdet, vingt-neuf ans, cimentier, demeurant rue Croix-Nivert, 106, a été assigné à la disposition de M. Drosch, commissaire de police du quartier.

**Le crime de la rue Bergère.** — Les obsèques d'Agathe Stein ont eu lieu hier, à quatre heures.

Le corps, après avoir été mis dans une bière en chêne, est parti de la Morgue, et est arrivé au domicile de la défunte, rue Bergère, 24, à trois heures quarante minutes.

Il a été exposé, durant une demi-heure, dans le corridor de la maison, transformée en chapelle ardente.

Le cortège funèbre est parti ensuite de la maison mortuaire.

Le corbillard de septième classe était orné de couronnes de fleurs.

Sur le cercueil avaient été déposées de nombreuses couronnes de perles et en porcelaine.

Le deuil était conduit par Mlle Adèle M., amie intime d'Agathe.

Les frais du convoi, qui n'ont pas coûté moins de 500 francs, ont été faits par l'amant d'Agathe, qui était représenté par un de ses amis.

Un service religieux a été célébré à l'église Saint-Eugène, puis le cortège s'est rendu au cimetière des Batignolles-Clichy, où l'inhumation a eu lieu.

Une foule considérable était massée sur tout le parcours du convoi. La circulation des voitures et omnibus était interrompue.

Les parents d'Agathe, auxquels cette fille

envoyait de l'argent tous les mois, n'ont pas donné signe de vie.

Mlle Adèle regrettait que l'on n'ait pas levé les scellés chez sa malheureuse amie, parce qu'elle eût voulu mettre sur son cercueil le crucifix de sa mère, qu'elle embrassait chaque jour avant de se coucher.

L'enquête n'a encore donné que des résultats négatifs.

D'après Mlle Adèle M., le soir du 13 juillet, vers minuit, Agathe Stein et elle se trouvaient devant le square de la place Gadet. C'est là qu'elles ont rencontré les deux individus dont on a tant parlé, et avec lesquelles elles sont allées chez Agathe.

Celle-ci ne voulait pas que ces hommes restassent chez elle. Elle trouvait à l'un d'eux l'air d'un chef de bande de malfaiteurs.

Voici le signalement de ces deux individus : Le premier était grand, gros, fort. Il portait toute sa barbe, d'un ton rouge très accusé. Il était vêtu d'un complet gris, genre anglais, et coiffé d'un feutre de la même couleur.

Le deuxième était petit. Il avait des yeux noirs et louchait un peu. Il portait une casquette de toile blanche, comme en ont les membres des Sociétés de gymnastique.

Le lendemain, jour de la fête nationale, Agathe a dansé toute la nuit, au bal du carrefour Drouot, avec un jeune homme à figure saillante, la bouche ombragée de petites moustaches brunes et coiffé d'un chapeau de paille.

Mlle Adèle a encore vu son amie dans la journée du 15, puis ça s'est fini.

Tout fait donc présumer que c'est dans la nuit du 15 au 16 qu'Agathe a été étranglée.

**Brûlé dans la chaux vive.** — Les carrières de Clichy étaient, depuis quelque temps, le refuge d'une bande de rôdeurs, qui y venaient coucher presque toutes les nuits.

Stils s'étaient bornés à y dormir. Il n'y aurait pas eu grand mal, mais ils s'étonnaient de tout ce qui leur tombait sous la main : vêtements de travail et outils laissés là par les ouvriers.

Ceux-ci finirent par prendre le parti de se relayer pour veiller sur ce qui leur appartenait, pour bien le leur faire la nuit.

En conséquence, hier, vers onze heures, pendant que l'équipe déjeunait, c'était le carrier Simon qui était resté de garde.

Il vit à ce moment venir à lui un nommé Brish, rôdeur des plus connus et auquel il avait déjà fait plusieurs fois la chasse. L'ouvrier se leva et ordonna à Brish de s'éloigner.

Celui-ci, loin d'y consentir, répondit par des injures, et Simon, exaspéré, se jeta sur lui.

Une lutte corps à corps s'engagea aussitôt entre les deux hommes, qui bientôt roulèrent à terre, étroitement enlacés.

Simon s'aperçut alors qu'il était sur le bord d'un four à chaux en pleine ébullition.

Il cria à son adversaire d'arrêter, mais l'autre crut qu'il faiblissait et le serra au contraire, avec plus d'énergie qu'auparavant.

Simon, alors, fit un effort prodigieux et parvint à se dégager de l'étreinte de Brish lequel, privé de son point d'appui et entraîné par son propre poids, roula dans le four et s'enfonça comme une masse dans la chaux vive.

Aux cris poussés par Simon, on accourut. Mais quand on retira Brish, le bout de dix minutes, il était mort, presque entièrement calciné.

Ce Brish était un jeune homme que ses parents, qui habitaient passage Josseland, n° 3, avaient chassé de chez eux à cause de sa mauvaise conduite.

Quant à Simon, après avoir été interrogé par le commissaire de police de la localité, il a été laissé en liberté.

**L'incendie de Boulogne.** — Dans l'après-midi d'hier, vers une heure, un incendie s'est déclaré à Boulogne-sur-Seine, boulevard du Quatre-Septembre, n° 63, dans les ateliers de M. Petit, constructeur de bateaux.

Le feu a pris dans le chantier où il s'est propagé avec une rapidité effrayante à cause de la grande quantité de planches goudronnées qui s'y trouvaient renfermées, et s'est communiqué ensuite à l'immeuble attenant au chantier.

Les pompes sont arrivées successivement de Boulogne, de Saint-Cloud et de Sèvres.

Les pompes étaient alimentées par plusieurs chaînes organisées par les habitants des environs.

Justement, une grande partie des pompes étaient allées à un concours, de sorte que plusieurs pompes sont arrivées avec un ou deux pompiers seulement.

Malgré cela, on a pu se rendre assez vite maître du feu, et à cinq heures tout était terminé.

Les dégâts sont purement matériels. Une grande partie du mobilier a pu être démenagé par les fenêtres.

**L'incendie de la rue Cambron.** — Nous étions bien au-dessous de la réalité

dans l'évaluation des dégâts causés par cet incendie. La vérité est qu'il s'agit de six à huit millions.

Rien que chez M. Rousseau, le batteur de tapis, les pertes sont énormes. Un seul de ses magasins, de la hauteur d'un sixième, était rempli de tapis d'Orient.

M. Rousseau, qui tient depuis une vingtaine d'années cet établissement, et qui occupe l'été environ trente-cinq ouvriers, est très éprouvé depuis quelques années ; il y a trois ans, il perdait sa femme, et l'an dernier il en perdait sa fille.

Le malheur sera un peu atténué pour ce commerçant par le grand nombre d'assurances qui couvrent la marchandise dont il est dépositaire et dont le total ne s'élève pas à moins de 13 millions.

**Le mystère de Montmagny.** — La gendarmerie de Pierrefitte arrêta, vendredi, une femme qui, depuis quelques jours, errait dans le pays.

Interrogée, cette femme, qui ne paraissait pas jouir de la plénitude de ses facultés, a déclaré qu'elle se nommait Perilleux, épouse Batteix, et que son mari est cantonnier à Pontoise.

A la suite d'une discussion, elle s'était enfuie du domicile conjugal, emmenant avec elle son petit garçon, âgé de cinq ans. Mais, à quelque distance de Pierrefitte, prise de remords, dit-elle, elle avait prié une femme qui se dirigeait vers Pontoise, de ramener l'enfant à son mari. Depuis ce moment, elle errait à l'aventure dans la contrée.

Le signalement de cette femme ayant éveillé l'attention des gendarmes, ils la conduisirent d'abord à Pantin et de là à Paris, où elle a été mise en présence du corps du pauvre petit trouvé mort dans une carrière, à Montmagny.

La malheureuse femme a reconnu son enfant, et pressée de questions, elle a répondu que d'une façon peu claire, affirmant néanmoins qu'elle avait confié son enfant à une femme qui lui est inconnue et dont elle n'a pu fournir un signalement détaillé.

L'état mental de cette femme laisse des doutes sur sa responsabilité.

MM. Véron et Hubert continuent l'enquête sur cette affaire. La femme Batteix, qui est au Dépôt et non à Saint-Lazare, comme on l'a dit à tort, sera examinée aujourd'hui par le docteur Legrand du Saulle. Le parquet de Pontoise va transmettre également des renseignements sur cette personne. Quant au petit cadavre, il est conservé dans l'appareil frigorifique. Des photographies ont été envoyées dans les environs de Pontoise et des inspecteurs de la sûreté sont partis afin de recueillir des renseignements sur cette mystérieuse affaire.

**Caisse d'épargne.** — Voici le résultat des opérations de la Caisse d'épargne de Paris, du dimanche 19 au samedi 25 juillet.

Versements reçus de 8,220 déposants, dont 732 nouveaux : 922,044 fr.

Remboursements à 4,054



## BEAUX-ARTS

## Le grand prix de sculpture

Après le concours pour le grand prix de peinture, voici le concours pour le grand prix de sculpture.

Le sujet imposé aux dix élèves sculpteurs était celui-ci : « Un jeune soldat spartiate, mort en combattant, est rapporté à sa mère par ses compagnons d'armes. »

Il est peut-être superflu de dire que nos jeunes sculpteurs ne semblent pas mieux initiés à la vie lacedémonienne, que nos jeunes peintres ne le sont à celle d'Athènes. Ils sont modernes, en dépit des souvenirs majestueux de la statue antique ; mais il faut bien, comme on dit, être de son temps. Le grand mérite consiste, lorsqu'on se trouve en face d'un incident de l'antiquité, à le traduire comme se doivent traduire les langues mortes — c'est-à-dire en alliant au goût nouveau la connaissance du génie ancien.

Mais il n'y a pas lieu d'insister sur cette observation. Devant des ouvrages de concours, ce n'est pas le fond qui importe le plus, c'est l'exécution.

A ce dernier point de vue, il y a un fait qui frappe tout d'abord, c'est que deux logistes seulement sur dix ont traité leur travail en bas-relief ; les huit autres ont fait bravement des parties tout entières en ronde-bosse.

L'ouvrage exposé sous le n° 1 est un des deux qui sont exécutés en bas-relief ; encore le bras du soldat spartiate est-il en ronde-bosse. Cet ouvrage se fait remarquer par un ensemble simple et correct ; l'exécution est assez poussée, et il faut louer le jeune artiste de n'avoir pas exagéré la musculature, car c'est un excès où les élèves de notre temps tombent volontiers, croyant montrer de la vigueur en donnant des varices à leurs personnages. Le soldat mort est correctement porté sur son bouclier ; sa tête, à droite, sort malheureusement un peu du cadre. La figure de la mère est bonne, celle de la jeune fille a un mouvement qui conviendrait mieux à un sujet parisien. — A vrai dire, l'exécution est supérieure au bas-relief, mais celui-ci est cependant l'un des meilleurs du concours.

Les n° 2 et 3 sont des tableaux mouvementés, qui sont peu dans la donnée lacedémonienne, et qui rappellent plutôt des descentes de croix ; il y faut constater, d'ailleurs, un réel talent d'exécution et une science sérieuse, surtout dans le n° 3.

Le n° 4 a beaucoup de séduction, avec la mère, un peu jeune, qui se jette, par un geste passionné d'actrice, au cou de son fils mort ; ce n'est pas d'une mère spartiate ; mais les nœuds spartiates ne sont pas, sans doute, celles que l'on conçoit le mieux.

Le n° 5 a un premier plan fort intéressant, quoique moderne toujours ; au second plan se voient des figures un peu petites et qui sortent plutôt du dix-huitième siècle que du Péloponèse.

Le n° 6 représente, sans les costumes, quelque cinquième acte d'un drame de l'Ambigu : c'est « empioignant », comme on dit, et d'un tempérament vigoureux, mais pas très adroite.

Le n° 7 est également très dramatique — on pourrait dire très théâtral. Haut-relief au premier chef ; exécution énergique d'ailleurs, saisissante et habile.

Le n° 8 est traité en bas-relief. La composition est calme et d'un bon style ; l'arrangement est juste et l'action se concentre bien. Les figures semblent un peu lourdes. Elle attire du public, si elle était plus poussée ; telles qu'elles sont, elles forment un ensemble très soutenu et d'un caractère très ferme.

Le n° 9, exécuté généralement en ronde-bosse, est fort expressif, et, avec son soldat mort, dont la taille est un peu excessive, produit tout l'effet d'un tableau à sensation.

Le n° 10 est tout moderne, moins la mère, qui, elle n'est pas une antique lacedémonienne, est de moins une vieille sorcière, du reste très curieuse.

En somme, le concours dénote beau-

coup de talent, et s'il n'est pas, toujours, parfaitement dans la pensée grecque, il ne tombe, d'autre part, dans aucune des exagérations que l'on a eu parfois le regret de signaler en ces dernières années.

Voici maintenant les noms des dix concurrents, suivant l'ordre des numéros ci-dessus, qui est celui du classement d'entrée en loges :

MM. Gardet, Thénissien, Hanaux, Chavalland, Faivre, Mariot, H. Lefebvre, Desvergne, Boutry, Bardelle.

Comme nous l'avons dit, les deux logistes dont les ouvrages paraissent le mieux dans l'esprit du sujet et dans la note ferme de la bonne tradition, sont : M. Desvergne (n° 8), puis M. Gardet (n° 1).

Dans une autre donnée, c'est-à-dire avec des aspirations moins calmes et plus vibrantes, l'ouvrage inscrit sous le n° 3 obtient les préférences du public et mériterait aussi celles du jury académique.

EMILE HERVET.

## DEPARTEMENTS

Seine-Inférieure. — Un nouveau sinistre, non moins effrayant que celui de la rue d'Amiens, et plus désastreux encore, a éclaté, hier matin, dans le quartier Saint-Clement, à Saint-Sever, et, en moins d'une heure, a détruit l'important établissement de MM. Boudier frères, constructeurs-mécaniciens. Soixante ouvriers sans travail, un demi-million de pertes, tels sont les effets de cet incendie, sur les causes duquel on se perd en conjectures.

Vendredi soir, on avait travaillé dans les ateliers jusqu'à dix heures et demie environ, puis, les feux éteints, tout le monde s'en était allé.

Vers trois heures et demie du matin, le directeur des ateliers, M. Lenormant, qui demeure en face, de l'autre côté de la rue, s'étant éveillé, aperçut une clarté au-dessus de l'établissement. Vite il se hâta de s'habiller et d'y courir. Tout le monde dormait encore dans la maison de M. Boudier. M. Lenormant appela, et, pendant qu'il courait dans les bureaux pour sauver les papiers, la maison s'élevait en l'air.

Il faut dire ici que la maison d'habitation était contiguë aux ateliers. Le danger était déjà si menaçant que M. Boudier n'eut que le temps de se sauver, emportant une malle d'effets qu'il avait préparée la veille, car il devait aller à Paris dès le matin, et qu'il avait promis de ne pas s'en aller sans papiers, sans vêtements, avec sa petite-fille.

Il n'y avait déjà plus rien à tenter pour préserver l'établissement ; pas d'eau dans le quartier ; impossible d'alimenter les pompes ; il fallut aller chercher de l'eau dans une rue éloignée.

Le magasin à modèles en bordure sur cette rue n'était pas encore attaqué. A peine des pompiers s'y étaient-ils introduits que l'envahissement soudain des flammes les a forcés à battre en retraite.

De ces trois étages remplis de modèles en bois de toutes sortes, sapin, noyer, tilleul, etc., et où de nombreuses fenêtres formaient autant d'appels d'air, le feu n'a pour ainsi dire fait qu'une bouchée.

A quatre heures du matin, tout l'établissement Boudier n'était qu'un colossal brasier de cent mètres en largeur et en longueur, sur trente de profondeur.

Les pertes pour M. Boudier s'élevaient à plus de cinq cent mille francs.

Quatre autres incendies, mais de moindre importance, ont éclaté presque simultanément dans les rues de Saint-Sever, de Grammont, Saint-Vivien et Boudier.

Les pompiers s'en sont promptement rendus maîtres.

Gironde. — Dans l'espace de vingt-quatre heures, deux incendies ont éclaté à Bordeaux. Le premier, dans la nuit de vendredi à samedi, dans l'établissement des Concerts-Parisiens, la Bastide, appartenant à M. Sajous, rentier, et exploité par M. Martinet Lambert.

Dès la première alarme, les pompes de la Compagnie d'Orléans et celles de la Compagnie des pompiers sont arrivées.

De tous côtés l'immense incendie a été attaqué. Les flammes étaient devenues de plus en plus menaçantes. Les voisins, affolés, démolissaient et transportaient sur l'avenue meubles et effets. Les pompiers, redoublant d'efforts, ont réussi cependant à circonscire le feu dans son foyer et à préserver ainsi les maisons contiguës à l'immense incendie.

Mais l'établissement et ses dépendances

n'ont pu être préservés. La scène du théâtre, la salle du bal, le café, le buffet, la cuisine, sont détruits. Pas une colonne n'est restée debout.

Ce n'est qu'à deux heures et demie qu'on a pu se rendre maître du feu, dont l'extinction complète n'a été atteinte que vers quatre heures. Malgré cela, les pompes ont continué pendant plusieurs heures encore à jeter de l'eau sur les débris fumants.

Les pertes s'élevaient à environ 60,000 fr. — Le second incendie, qui a été d'une violence extraordinaire, s'est déclaré samedi soir dans un immense quadrilatère formé par les rues du Mail, Gausserouge et Leyteire, d'une superficie de 3,500 mètres, et couvert de constructions diverses, dont un restaurant.

C'est dans cet établissement que le feu a éclaté. Trouvant un aliment dans les hangars en planche, il s'est propagé avec rapidité dans tout le quadrilatère, jusqu'aux murs de l'infirmerie du couvent de la Conception.

Les secours ont été organisés par les habitants du quartier. On s'est hâté de sauver les chevaux et le matériel, qui ont été mis en sûreté dans le voisinage. D'énormes quantités de foin ont été également arrachées aux flammes.

Aux premiers cris d'alarme, le couvent de la Conception avait été évacué. Les enfants ont été recueillis par des voisins. Les malades qui se trouvaient dans l'infirmerie ont trouvé asile dans le quartier.

Malheureusement, l'eau manquait et ce n'est qu'après un temps relativement assez long, que la pompe à vapeur a pu fonctionner.

Tous les locaux avaient été évacués, et les mobiliers transportés loin de là. Un pauvre paralysé a été enlevé par M. Gantier, encadreur, et mis en sûreté.

A ce moment trois pompes étaient en activité. La pompe du Mont-de-Piété, en batterie dans la cour centrale, avait dû être abandonnée complètement brûlée. On apercevait également au milieu des débris les cadavres calcinés de trois chevaux qui n'ont pu être retirés à temps.

Les pertes dépassent 300,000 francs.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

La Correspondance du *maréchal Davout*, avec introduction et notes de Ch. de Mazade, paraît à la librairie Plon.

## CHRONIQUE DES ASSURANCES

## La nouvelle législation suisse

Nous nous occupons en France de la réglementation légale des assurances. On sait que, dans le nouveau projet sur les Sociétés, un grand nombre d'articles ont été consacrés, notamment aux Compagnies d'assurances sur la vie, et que les principes de l'autorisation préalable et de la surveillance de ces Compagnies ont été posés par le législateur.

La Suisse nous a précédés dans cette voie. Une loi, votée le 25 juin dernier par l'Assemblée fédérale de la Confédération, et publiée le 4 juillet, a fait cesser les inconvénients des législations diverses des cantons. Mais, s'il faut applaudir à l'unité de la loi sur les assurances, il y a lieu de regretter ses rigueurs. Nous ne croyons pas que, dans aucun pays, le législateur se soit montré aussi sévère pour les Compagnies d'assurances. Qu'on en juge par quelques indications sommaires.

Tout d'abord, la loi a dicté la nécessité d'une autorisation préalable pour toutes les Compagnies, quel que soit leur objet. En France, cette autorisation n'est nécessaire que pour les Compagnies-vie.

En vue de cette autorisation, les Compagnies qui voudront fonctionner en Suisse devront fournir des justifications diverses. Au point de vue financier, elles devront faire connaître le nombre et le capital des actions souscrites, les versements effectués et les stipulations relatives à la responsabilité ultérieure des actionnaires. S'il s'agit d'une mutuelle, elle devra indiquer le capital de garantie, s'il en existe, le mode de responsabilité des sociétaires.

Ce n'est pas tout. Les Compagnies auront à indiquer les conditions techniques de leur fonctionnement, tarifs, méthode de calcul des réserves, mode employé pour couvrir les frais d'administration et d'exploitation.

Tout cela fait, le Conseil fédéral donnera ou refusera l'autorisation demandée, et, s'il l'accorde, il réclamera un cautionnement dont le montant sera fixé plus tard. S'il s'agit d'une Société étrangère, il ne demandera pas si, dans son pays d'origine, les Compagnies suisses reçoivent un meilleur accueil. L'hospitalité suisse est difficile, peut-être coûteuse, et elle s'inquiète fort peu des gens qui la réclament.

Voilà le premier point. Supposons une Compagnie autorisée. Elle est sous le contrôle du Conseil fédéral, et son existence dépend du bon plaisir de ses membres. En effet, à tout moment, le Conseil fédéral peut arrêter le fonctionnement d'une Compagnie. Il s'appuiera, pour prendre cette mesure, quelquefois sur des documents, souvent sur la simple appréciation des faits passés.

Les Compagnies sont tenues, en effet, de présenter au Conseil fédéral, dans les six mois après l'expiration de l'exercice, leurs comptes rendus et les comptes annuels. Ces documents devront indiquer notamment l'état des assurances au commencement de l'exercice, l'augmentation et les extinctions de capitaux assurés, le nombre des sinistres survenus, les sommes payées ou réservées à cet effet. Les Compagnies étrangères devront particulièrement indiquer l'état des assurances contractées en Suisse, les primes perçues dans ce pays, les capitaux assurés.

Ces documents ne lient pas le Conseil fédéral. Il y a dans la loi un article 9 qui a le caractère despotique du dernier chef. Il déclare que, « dès que la situation d'une entreprise n'offrira plus aux assurés la garantie nécessaire et que, dans le délai fixé, l'entreprise n'apportera pas à son organisation ou à sa gestion les modifications réclamées par le Conseil fédéral, ce dernier lui interdira de faire de nouvelles opérations. »

Le Conseil fédéral s'est donc constitué le seul juge des Compagnies. Il les autorise ou les repousse, si bon lui semble ; il arrête au besoin leur fonctionnement et leur retire l'autorisation donnée. Ces décisions ne découlent d'aucune règle : il suffit que le Conseil fédéral ne juge pas suffisantes les garanties données aux assurés.

Un droit aussi exorbitant n'a jamais été accordé à l'administration. Nous trouvons bien aux Etats-Unis quelque chose d'équivalent. Dans chaque Etat, il a été nommé un surintendant du département des assurances, qui a la mission de surveiller les Compagnies, de faire des rapports sur leur situation et de provoquer des mesures contre elles quand cette situation présente des dangers pour le public.

Mais le surintendant n'est pas le seul juge des mesures à prendre. Les Compagnies peuvent en appeler à la Chambre des représentants. Le Conseil fédéral est à la fois juge et partie dans la question de surveillance. Aussi la loi nouvelle l'a-t-elle autorisé à s'adjoindre le personnel nécessaire pour son exécution et à prélever sur les Compagnies, pour le paiement de ce personnel, une contribution proportionnelle aux primes encaissées par chacune d'elles en Suisse.

Nous avons eu, il y a quelques années, un régime de surveillance pour nos Compagnies d'assurances sur la vie : il a été supprimé, par décision du Conseil d'Etat, qui a estimé qu'il n'était pas compatible avec la législation existante. Mais on peut dire que ce régime, très paternal au fond, n'a rendu que des services de 1877 à 1880. C'est à lui que l'on doit la restauration financière de la Caisse paternelle et du Monde, et s'il s'était maintenu, nul doute que le *Credit viager* ne serait pas arrivé à la crise finale.

On peut, après ces explications, se rendre compte de l'aspect général de la loi suisse. Le Conseil fédéral a emprunté les diverses parties de cette loi à plusieurs pays. La France lui a fourni le principe

de l'autorisation préalable qu'elle applique seulement aux Compagnies-vie. L'Italie, l'Autriche, l'Angleterre et la Russie lui ont fourni le principe du cautionnement. C'est l'Angleterre qui a donné l'idée des comptes annuels à présenter. Les Etats-Unis ont communiqué le système de la surveillance. La loi nouvelle est donc une mosaïque, formée d'éléments divers, plus ou moins heureusement combinés. Mais ce qui la distingue avant tout, c'est le caractère autocratique, arbitraire. Elle ne donne aucune garantie sérieuse aux Compagnies.

On peut se demander si le Conseil fédéral n'a pas voulu éloigner de la Suisse les Compagnies étrangères. Il est possible qu'il réussisse à le faire ; mais qu'il craigne les représailles ! Les Compagnies suisses travaillent un peu partout : on les voit en Italie, en France, en Autriche. Si ces pays les traitaient aussi durement que la Suisse veut le faire, pourraient-elles se plaindre ?

Certes, nous ne repoussons pas d'une manière absolue le contrôle de l'administration, mais nous plaçons ce contrôle au-dessous de celui du public. Les Compagnies doivent être tenues de publier leurs comptes et de fournir sur leur fonctionnement tous les détails nécessaires. La lumière se fait alors de toutes parts et l'esprit de concurrence sait la faire briller plutôt sur les défauts que sur les qualités des Compagnies.

C'est alors que l'administration peut intervenir, en quelque sorte, comme une arrière-garde. Elle suit l'opinion au lieu de la devancer. Ce n'est pas là ce qu'a voulu la loi suisse. Elle a armé le gouvernement de pouvoirs redoutables et elle a placé les Compagnies sous la dépendance d'un juge sévère qui peut rendre ses décisions dans l'ombre, sans entendre les intéressés.

Nous osons espérer encore que cette loi ne sera pas appliquée, ou que, après une contre-application, elle sera rapportée.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST-ALGERIEN  
ÉMISSION DE 58,687 Obligations 3 % de 500 Fr.  
RENDRENT 5.00 FR. PAR AN, RAPPORTANT 15 FR. Payables semestriellement les 1<sup>er</sup> mars et 1<sup>er</sup> septembre  
GARANTIE DE L'ÉTAT  
Cet emprunt a été autorisé par la loi du 22 août 1881, 5 août 1882 et 16 juillet 1885

PRIX D'ÉMISSION : 335 Fr.  
40 fr. en souscrivant ; 45 fr. à la répartition ; 50 fr. 1<sup>er</sup> mars 1886 ; 50 fr. 1<sup>er</sup> septembre 1886 ; 50 fr. 1<sup>er</sup> mars 1887 ; 50 fr. 1<sup>er</sup> septembre 1887 ; 50 fr. 1<sup>er</sup> mars 1888. Total 335 fr.  
1 obligation libérée à la répartition coûtera 333 fr. 75, jouissance 1<sup>er</sup> septembre.  
Titres définitifs au porteur ou nominatifs délivrés sans frais à la répartition.  
Faculté de libération à toute époque avec décompte des intérêts à 4 1/2 % de la jouissance courante.  
Revenu 4.50 %, plus la prime de remboursement.  
Le revenu net maximum garanti est de 2,905.800  
La totalité des obligations n'absorbe que... 2,100,000  
Excédent... 805,800  
Jusqu'à libération, intérêt 4 %, est d'implus sur versements effectués.  
Ces obligations seront admises à la Cote officielle.

La souscription sera ouverte le 28 juillet 1885 à la Société Générale, au Siège Social, 54, rue de Provence, dans ses Bureaux de quartier à Paris et dans ses Agences en France et à l'Étranger. Au Crédit Algérien, 15, place Vendôme.

Les souscriptions par correspondance ne peuvent être inférieures à 25 obligations ; les listes ne sont pas admises. La répartition se fera au prorata des souscriptions ; il n'y aura pas de défraction ; chaque souscription ne pourra recevoir moins d'une obligation.

On peut souscrire dès à présent aux obligations de l'OUEST-ALGERIEN. Il suffit d'envoyer 40 francs par obligation à la Caisse générale d'épargne et de crédit, 116, place Lafayette, à Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTHALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche, 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

QUINA ROCHER contre le Diabète

divers quartiers de la ville. C'est déjà une grande besogne faite, la principale, la meilleure, la plus utile. Voilà désormais supprimés les puits qu'on voyait dans chaque maison, et auxquels on puisait l'eau qui servait aux besoins du ménage. Or, ces puits — chose étrange et qui paraissait invraisemblable — s'ouvraient dans chaque cuisine et étaient munis avec d'autres puits ou d'autres conduits qu'il n'est pas convenable de nommer. On creusait les puits et on se partageait en deux : un compartiment pour l'eau, l'autre pour... autre chose. Quant aux infiltrations invisibles par cette singulière proximité, par cette contiguïté, devrais-je dire, l'on n'en tenait pas compte ! Ces graves inconvénients disparaissent, grâce à l'aqueduc du Serino, aux réservoirs dont je parlais plus haut.

Ces réservoirs, il m'a été donné de les visiter. J'en suis sorti émerveillé. C'est réellement un travail de Romains.

On appelle Capodimonte (c'est au sommet de la montagne) l'une des plus belles collines qui font comme un espalier à Naples, et auxquelles la ville semble s'appuyer paresseusement. En haut de cette colline est un bois superbe ; il y a aussi un château, résidence royale, affectée par les Bourbons de Naples. C'est en plus petit ce qu'est Caserta, les Versailles napolitain. On y voit de même, comme dans la ville de Louis XIV, un fort beau musée, une salle d'armes et d'armures anciennes, une vaste salle de ball, splendide décorée qui rappelle celle de Versailles, et une litière qui fait vaguement songer à Trianon.

Le roi Victor-Emmanuel, quand il allait à Naples, se plaisait à passer quelques jours, pendant l'été, au château de Capodimonte, peut-être parce que l'air y est très pur, peut-être aussi parce que le bois est des plus giboyeux ; et l'on sait que l'une des passions les plus ardentes du roi était la chasse. J'ai dit : « une des passions » ; il en avait d'autres. J'ai visité le petit appartement qu'il avait choisi dans cette vaste demeure souveraine. Rien de plus simple. Le plus modeste hôte de province le trouverait insuffisant. Le Nemrod couronné s'en accommodait.

A peu de distance du château, on a creusé les réservoirs de l'eau du Serino. On y arrive par plusieurs galeries souterraines étayées ; on descend, on descend ; on n'en finit jamais. Je suivais les deux guides qui portaient chacun une grosse lanterne ; je grelottais, et à l'air ouvert, le thermomètre devait marquer 35 ou 36 degrés. Il y a là cinq immenses réservoirs, contenant je ne sais plus combien de millions de mètres cubes d'eau — je ne pouvais m'occuper à noter les chiffres sur mon carnet. Ce que je sais, c'est qu'un seul de ces réservoirs est rempli jusqu'à présent et qu'il suffit aux besoins de la ville. Quand il y a du trop plein, avec un tour de clef on l'envoie à la mer. L'eau du Serino est très pure, et, comme elle a beaucoup voyagé, très aérée. Elle rivalise avec l'aqua Marcia de Rome, qui, assure-t-on, est la meilleure des eaux potables, et la plus saine.

C'est égal : tout en admirant ces gigantesques travaux souterrains, il me tardait de sortir des entrailles de la terre. Je croyais être descendu dans ces cercles de l'Enfer de Dante, dont le souvenir nous poursuit jusque dans nos rêves. Et, comme le fier Gibelin, je ne fus tranquille que lorsque je pus revoir le ciel, le soleil y fut-il aussi ardent qu'il l'est à Naples, en juillet ! J'avais grandement besoin de me réchauffer ! Et je me serais écrié, comme le poète de la Divine Comédie :

## RUGGIERI, artificier

DELAPERIERRE et DIAU  
SUCCEESSEURS

donc les bureaux étaient 5, place Blanche, à Paris, sont transférés, 83, rue d'Amsterdam.

FEUX D'ARTIFICE

de 25, 50, 75, 100, 150 et 200 fr., tout emballé, pouvait se tirer partout, dans les châteaux, villas, etc.

Envoi franco des dessins prospectus.

FRANÇOIS COPPÉE, Œuvres complètes. Nouvelle et magnifique édition de bibliothèque en 6 volumes in-8 cavalier imprimés en caractères modernes. Un très beau portrait de François Coppée gravé par M. Léopold Flameng, et 12 gravures au burin d'après les dessins de M. François Flameng et de M. Tofani, prix : 48 francs payables 5 francs par mois.

L'édition complète est livrée immédiatement par la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris.

## HOTEL CONTINENTAL

DU DINER DU 27 JUILLET

Potage saumon  
Hors-d'œuvre variés  
Mulet brouillé sauce câpres  
Pommes nature à l'anglaise  
Filet de mouton farci aux concombres  
Escalopes de veau au foie  
Chapons du Mans  
Salade  
Flageolets nouveaux à la crème  
Fèves d'abricots  
Bombes châteaubriand  
Fruits et desserts variés  
Médor en carafes

SAVES DE L'HOTEL CONTINENTAL  
8, rue de Castiglione, Paris  
Vins fins et spiritueux de toutes qualités.  
Vins ordinaires :  
En bouteilles 1 fr. 45, 1 fr. 50, 1 fr. 75 (verre compris)  
En barrique à domicile dans Paris :  
225 = 250 = 275 = 300 =  
Vins d'office :  
La barrique franco à domicile 180 francs et 1 franc la bouteille.  
Livraison immédiate dans Paris.  
Expédition par caisses ou paquets assortis.

CHAMPAGNE GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée chaque jour à tous les voyageurs de l'HOTEL CONTINENTAL.

## MAISONS RECOMMANDEES

BOUSQUIN Pâtes alimentaires, 23, gal. Vivienne.  
TAPIOCA AU CACAO (pour enfants)

Jarre  
Arquebuser, 81, rue Lafayette.

Au Paradis des Enfants  
456, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 106, avenue Malakof.

Reynaud, chemisier  
(Spéc. flanelle fine Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse  
Deuil — 2, rue Tronchet.

Devaux. Porcelaines, 48, rue Royale.

Thonet frères  
Mobilier bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Herpès  
Grand dépôt porcelaines, 24, rue Drouot.

## REVUE MUSICALE

Naples, 24 juillet.

C'est toujours à la recherche de la musique italienne que j'ai quitté Rome pour Naples, comme j'avais quitté Turin pour Gènes, Gènes pour Pise et Pise pour Rome, sans trouver de quoi remplir honnêtement les colonnettes de ce feuilleton, en tête duquel j'ai l'habitude d'écrire : « Revue musicale ». Cette fois, je suis, sinon au bout de mon rouleau, du moins au bout de la Péninsule, Naples étant la dernière des grandes villes italiennes qu'on rencontre en partant des Alpes et en suivant la ligne de la voie ferrée. La dernière en tant que position géographique, bien entendu ; comme population, elle serait la première.

Mais, n'en déplaise à ces braves Napolitains, qui d'ailleurs le savent mieux que moi, il y aurait beaucoup à dire au sujet de cette population si nombreuse, du peuple plutôt, qui certes a de grandes qualités, mais qui comprend la civilisation d'une façon toute particulière. Je sais bien que son beau ciel, son climat si doux, son atmosphère qui semble faite de rayons, de parfums et de mélodies sont sa meilleure excuse, à ce peuple insouciant, passablement oisif et à ce peuple propreté tant soit peu douteuse.

En effet, à partir de Coprano ou de Rocca-Secca qui marque la frontière des anciens Etats pontificaux et de l'ex-royaume des Deux-Siciles, on commence à voir que les vêtements deviennent plus primitifs. On supprime tout d'abord la chaussure, comme chose incommode, coûteuse et inutile. Paysan et citadin — il parle toujours du peuple, bien entendu ; de la populace, si l'on aime mieux — préfère marcher nu-pieds. Aux bords de la mer, le pêcheur et le mariaro se contentent d'une chemise et d'un caleçon, celle-là laissant voir les bras jusqu'au coude ; celui-ci, les jambes jusqu'aux genoux, bras et jambes bruns et fermes comme du bronze florentin. Quant aux enfants, lorsqu'ils ne sont pas déguillés ou que les guenilles elles-mêmes les gênent, il n'est pas rare d'en rencontrer, vaguant dans les rues, comme le héros de la *Namouna* de Théophile Gautier.

Il était nu comme Eve à son premier péché,

ce qui peut scandaliser les lectrices, pour Hassan, ce qui peut être admis même dans les églises, pour les petits chérubins, peints ou sculptés, mais qui ne laisse pas que de paraître un peu simple pour de petits garçons en chair et en os, comme ceux que j'ai vus, de mes yeux vus, sur la plage de la Marinella, de Mergellina ou de Santa-Lucia.

Je n'oublierai jamais le *shocking* indigné que fit entendre une austère fille d'Albion — une fille qui aurait pu être grande mère et qui l'était probablement — à la vue d'un de ces enfants « nu comme le discours d'un académicien... » oubliant peut-être ou ignorant les étranges révérences de la *Pall Mall Gazette* au sujet de certaines mœurs britanniques autrement choquantes que l'aspect d'un enfant nu au naturel. Elle me demanda dans un italien qui aurait pu passer facilement pour du basque ou de l'armoricain comment le gouvernement permettait une aussi scandaleuse exhibition. — Il paraît, lui répondis-je, ne sachant que lui dire, que le gouvernement a bien d'autres soucis dans la tête. — La vénérable mistress ne parut pas excessivement satisfaite de ma réponse.

Il faut dire que le conseil municipal — car il y en a un à Naples comme dans toutes les villes d'Italie, bien qu'on ne s'en doute pas — pourrait à la rigueur s'occuper non pas seulement de ce détail plus ou moins insignifiant, mais aussi de la propreté des rues, sinon de celle du peuple, propreté qui laisse tout à désirer. Mais non ! Il se borne à embellir la ville, à élever des statues à ses grands hommes — je ne parle pas de celle de Mercadante sur la place Medina, qui est affreuse — il est tout fier de sa magnifique avenue Caracciolo, conquise sur la mer, tout au bord de ce golfe délicieux, et qui est réellement splendide ; de son corso Vittorio-Emanuele qui grimpe sur ses collines verdoyantes ; du nouveau faubourg aux villas aristocratiques qui surgit du côté de Paustillipe, etc., etc. ; mais après avoir embelli Naples, il oublie complètement de l'approprier.

On me dit qu'il a imposé aux cochers de fiacres — et quels fiacres ! des *carrozze* assez malpropres — qu'il leur a imposé, dis-je, le chapeau à cylindre, le grave tuyau de poêle ; mais c'est tout. Il ne s'est préoccupé que de la coiffure ; le vêtement ne le regarde pas ; aussi faut-il voir ce que c'est que ce vêtement. « Qu'importe ! dit le Napolitain dans sa sublime insouciance, pour être plus ou moins dépenaillé, ne conduit-il pas bien son cheval ? »

Toujours est-il que les embellissements

de Naples font ressortir davantage la laideur de la vieille ville. On dirait qu'on a coupé des morceaux de velours, de pourpre ou de lampas sur du vieux drap troué et usé jusqu'à la corde. Voyez, par exemple, cette plage



